



N° 6 - Septembre 2009

Panorama au 11 septembre 2009

Éditorial

En juillet 2009, la baisse des prix à la production s'étend quasiment à tous les produits agricoles

En juillet 2009, les prix agricoles baissent encore. Ils se situent nettement en dessous des prix de 2008 (- 16 %). Par rapport aux prix moyens des mois de juillet 2004 à 2008, ils sont inférieurs seulement de 2 %, la baisse intervenant après la flambée de 2007 et 2008. Cette baisse s'étend quasiment à tous les produits agricoles. Les prix céréaliers y participent pour environ le tiers, ceux des oléagineux et des fruits frais étant les deux autres principaux contributeurs (*Infos rapides Prix agricoles et alimentaires n° 8/10, septembre 2009*).

Pour les exploitants agricoles, la baisse des prix à la production n'est pas compensée par la commercialisation de volumes élevés, en particulier pour les fruits et légumes. Par ailleurs, si les coûts de production sont plus bas en juillet par rapport à 2008, et pour toutes les orientations d'exploitations, ils n'ont pas baissé au même rythme que les prix à la production (*Infos rapides Moyens de production, septembre 2009*). Seuls les prix de l'énergie ont fortement baissé. Sur l'ensemble de la campagne de production, les coûts majeurs pour chaque filière ont pesé lourdement, le coût de l'alimentation animale pour les

producteurs de volailles et de porcins et le coût des engrais en début de campagne pour les grandes cultures.

La campagne céréalière 2009/2010 débute ainsi avec des prix nettement plus bas que la campagne précédente. La baisse des cours intervient en réaction à l'annonce d'une production mondiale de céréales plus élevée que celle estimée en juin, même si elle reste inférieure à celle de 2008. La révision à la hausse provient essentiellement du maïs. Les conditions de culture ont été très favorables pendant l'été dans les grandes zones de production de maïs et de soja, en particulier aux États-Unis. En France, la récolte céréalière se révèle supérieure au record de 2004 grâce à de forts rendements en blé et orge (*Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 7/10, septembre 2009*).

Les prix du blé et du maïs sur le marché physique français sont redescendus au niveau d'août 2006, les prix du blé français subissant toujours la pression des blés russes et ukrainiens. Les bilans devenant moins déficitaires, les stocks mondiaux de blé tendre continuent de se reconstituer et, pour le maïs, la baisse estimée des stocks de

fin de campagne 2009/2010 est moindre qu'en juin. Pour le soja, les cours mondiaux sont volatils, notamment en août, sans doute à cause d'une récolte chinoise moins importante qui élèverait le niveau des exportations américaines et contracterait les stocks (*Céréales : les marchés des grains et graines réagissent aux révisions à la hausse des récoltes américaines, Céréales et oléagineux n° 2009/82, septembre 2009*).

Les cours du colza français descendent fin août au niveau de mai 2007, la production dépassant son niveau record pour la troisième année consécutive. En termes d'échanges extérieurs, le solde commercial des graines et huiles oléagineuses bascule dans le déficit, tant pour le soja et le colza que pour le tournesol. Les importations record de graines en 2008/2009, principalement en provenance de la mer Noire, augmentent pour satisfaire un besoin croissant de trituration, avec l'entrée en production de nouvelles usines couplées aux unités de production du diester. Les tritrateurs français recourent d'autant plus aux importations que les stratégies de commercialisation des producteurs visent à

augmenter les quantités non collectées. Par ailleurs, le déficit est accentué par le développement parallèle des importations d'huiles, malgré une production accrue accompagnant la trituration (*Campagne 2008/2009 : nette hausse des importations de graines oléagineuses, Oléagineux n° 2009/83*).

Pour les fruits et légumes, la chute des prix, particulièrement spectaculaire pour les fruits frais (34 % par rapport à 2008), a conduit à la décision au cours de l'été de mesures d'urgence pour les produits en crise. Les ventes au déballage ont été complétées par le déclenchement en août d'un plan d'aide aux exploitations de fruits et légumes victimes de la crise économique, sous forme d'allègement des charges financières. Ces mesures ont concerné l'abricot, la cerise, la pêche (*Infos rapides Pêche n° 4/5, août 2009*), la nectarine, la poire d'été (*Infos rapides Poire n° 1/4, août 2009*), la prune, le melon (*Infos rapides Melon n° 3/5, août 2009*), la tomate (*Infos rapides Tomate n° 4/6, août 2009*), la courgette (*Infos rapides Courgette n° 2/4, juillet 2009*) et le concombre (*Infos rapides Concombre n° 3/5, juillet 2009*). Pour les fruits, la chute la plus rude a affecté l'abricot, d'autant plus que les prix avaient été très élevés en 2008 en raison d'une très faible production (*Infos rapides Abricot n° 4/4, août 2009*). Pour la cerise, la cueillette a été abandonnée dans toutes les régions à cause de prix insuffisamment rémunérateurs (*Infos rapides Cerise n° 3/3, juillet 2009*). Et pour la pomme, qui ne figure pas sur la liste des produits en crise, les prix sont aussi encore plus bas (*Infos rapides Pomme n° 3/6, août 2009*). Le début de la nouvelle campagne fin juillet est alourdi par des stocks supérieurs de moitié à ceux de 2008 (*Infos rapides Stocks Pomme-Poire n° 10/10, août 2009*). Par contre, pour la fraise, la campagne s'est déroulée de façon plutôt favorable (*Infos rapides Fraise n° 4/4, juillet 2009*). Pour les légumes, le poireau et le chou-fleur d'été sont aussi particulièrement touchés (*Infos rapides Chou-fleur n° 1/6, juillet 2009*). Et les producteurs de carottes freinent les arrachages, en réaction à la baisse des prix depuis le début de la campagne (*Infos rapides Carotte n° 2/6, août 2009*).

Quant aux vins, les prix des vins d'appellation sont inférieurs en juillet 2009 à ceux de la campagne 2007/2008. Seuls les prix des vins de consommation courante augmentent. Selon les premières prévisions, la récolte 2009 dépasserait celle de 2008, qui fut la plus faible depuis 2000, mais n'atteindrait pas le niveau de la récolte moyenne des cinq campagnes précédentes (*Infos rapides Viticulture, août 2009*). Face à cette offre, la conjoncture des marchés viticoles souffre d'une réduction de la demande tant extérieure qu'intérieure. Dans ce contexte, les négociants français adoptent une stratégie d'attente en écoulant leurs stocks des campagnes précédentes plutôt que de recourir à la récolte 2008. Ainsi le bas niveau des stocks au négoce laisserait envisager un retour aux achats pour la campagne 2009/2010 (*Le bilan de la campagne viticole 2008/2009 est très mitigé, Viticulture n° 2009/84, septembre 2009*).

Les prix des animaux de boucherie continuent aussi de baisser par rapport à 2008. Seuls, les prix des veaux se rétablissent. En revanche, la baisse s'accroît pour les prix des gros bovins. Pour les porcins et les ovins, le recul des prix en dessous de 2008 commence respectivement en juin et en juillet 2009. Contrairement aux gros bovins, ils restent toutefois supérieurs à la moyenne des prix entre 2004 et 2008.

Au premier semestre 2009, les abattements de bovins égalent ceux de 2008 et la production de bovins finis progresse très légèrement entre janvier et mai par rapport à l'année précédente. En fin de campagne, les exportations de brouillards ralentissent. Pour les cinq premiers mois de l'année 2009, la production totale bovine progresse par rapport à 2008, mais, par rapport aux cinq années précédentes, elle reste inférieure (*Infos rapides Animaux de boucherie n° 7/11, juillet 2009*). Sur l'ensemble de l'année 2009, la production bovine française devrait progresser, mais déclinerait à nouveau en 2010 (*Infos rapides Enquête Cheptel Bovins, juillet 2009*). Le repli du troupeau bovin observé en mai 2009, après deux années de progression, est principalement lié à la réduction des

naissances (*Secousses sur le marché des brouillards, Animaux de boucherie n° 2009/65, mars 2009*). En juin 2009, les abattements d'agneaux reculent toujours et, entre janvier et mai, la production a chuté par rapport à 2008. Pour les porcins, la production attendue pour 2009/2010 reculerait par rapport à celle observée en 2008/2009, malgré l'amélioration des performances techniques des élevages (*Infos rapides Enquête Cheptel Porcins, juillet 2009*).

Depuis mai 2009, la chute du prix du lait de vache par rapport à 2008 s'adoucit mais reste encore très élevée. En juin 2009, la collecte laitière française recule par rapport à la forte production réalisée en juin 2008 et, selon les derniers sondages effectués par FranceAgriMer, elle afficherait un nouveau recul en juillet 2009 par rapport à juillet 2008. Toutefois, elle croît par rapport à la collecte moyenne des cinq mois de juin de 2004 à 2008, s'orientant vers un retour à la normale. En juin 2009, les fabrications de produits laitiers de grande consommation sont dynamiques contrairement à celles des produits laitiers industriels qui diminuent (*Infos rapides Lait n° 7/11, juillet-août 2009*).

Les prix des volailles et lapins contribuent fortement à la baisse des prix des productions animales par rapport à 2008. Au premier semestre 2009, la production de volailles avait reculé par rapport à celle de 2008. En juillet 2009, les abattements de volailles se replient encore, les tonnages de poulets résistent mieux. La consommation de viandes de volaille se réduit également, mais dans une moindre mesure (*Infos rapides Aviculture n° 8/11, septembre 2009*).

En termes d'échanges, l'excédent commercial de viandes et préparations de volailles pour le premier semestre diminue de trois quarts entre 1999 et 2009. Les importations massives en provenance des pays tiers ont été plus fortes que les exportations vers les principaux marchés français, l'Union européenne, la Russie, le Proche-Orient et le Moyen-Orient. Cette tendance s'accroît malgré un système de préférence communautaire reposant sur des

quotas d'importation et des tarifs douaniers, et l'extrême vigilance de la Commission européenne. En outre, alors qu'elle est déjà fortement concurrencée par les pays tiers chez les autres États membres, la filière française à vocation exportatrice craint le développement vers l'Union européenne, en 2008 et 2009, des importations à droits

de douanes réduits de viandes huilées et de préparations contenant moins de 57 % de viande (*Volailles : la concurrence des pays tiers se développe pour les préparations de viandes, Aviculture n° 2009/85*).

La contraction plus marquée des exportations que des importations concerne

plus largement tous les produits transformés. Le recul de leur excédent commercial s'ajoute à la forte hausse du déficit en produits bruts avec les pays tiers. De janvier à juillet 2009, l'excédent commercial avec les pays tiers s'est quasiment tari (*Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire n° 9/11, septembre 2009*).

Christine Deroin

*Publication réalisée par le Service de la Statistique et de la Prospective (SSP)
au Secrétariat général avec la collaboration de
la Direction Générale des Politiques agricole, agroalimentaire et des territoires (DGPAAT)
Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche*

Sommaire des synthèses

Synthèses

Les marchés des grains et graines réagissent aux révisions à la hausse des récoltes américaines, <i>Céréales et oléagineux</i>	5	<i>Pierre Carrelet</i>
Campagne 2008/2009 : nette hausse des importations de graines oléagineuses, <i>Oléagineux</i>	9	<i>Pierre Carrelet</i>
Le bilan de la campagne viticole 2008/2009 est très mitigé, <i>Viticulture</i>	13	<i>Pierre Carrelet</i>
Volailles : la concurrence des pays tiers se développe pour les préparations de viande, <i>Aviculture</i>	17	<i>Hélène Vigouroux</i>
Organismes et abréviations	23	
Pour en savoir plus	25	

Liste des Infos rapides citées dans l'éditorial

<i>Abricot, n° 4/4, août 2009</i>	<i>G. Labarthe</i>
<i>Animaux de boucherie n° 7/11, juillet 2009</i>	<i>N. Loirette-Baldit</i>
<i>Aviculture, n° 8/11, juillet 2009</i>	<i>C. Pendariès</i>
<i>Bovins - Enquête cheptel France, juillet 2009</i>	<i>N. Loirette-Baldit</i>
<i>Carotte, n° 2/6, août 2009</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Cerise, n° 3/3, juillet 2009</i>	<i>G. Labarthe</i>
<i>Chou-fleur, n° 1/6, juillet 2009</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Climatologie, n° 9/12, septembre 2009</i>	<i>H. Schoen</i>
<i>Commerce extérieur, n° 9/12, septembre 2009</i>	<i>H. Vigouroux</i>
<i>Concombre, n° 3/5, juillet 2009</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Courgette, n° 2/4, juillet 2009</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Fraise, n° 4/4, juillet 2009</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Grandes cultures et fourrages, n° 7/10, septembre 2009</i>	<i>H. Schoen</i>
<i>Lait, n° 7/11, juillet 2009</i>	<i>S. Cazeneuve</i>
<i>Melon, n° 3/5, août 2009</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Moyens de production, septembre 2009</i>	<i>L. Lefebvre, A. Viguier</i>
<i>Pêche, n° 4/5, août 2009</i>	<i>G. Labarthe</i>
<i>Poire, n° 1/4, juillet 2009</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Pomme, n° 3/6, août 2009</i>	<i>G. Labarthe</i>
<i>Porcins - Enquête cheptel France, juillet 2009</i>	<i>G. Martin-Houssart</i>
<i>Prairies, n° 4/7, août 2009</i>	<i>J.P. Cassagne</i>
<i>Prix agricoles et alimentaires, n° 8/10, septembre 2009</i>	<i>C Deroin</i>
<i>Stocks Pommes-Poires, n° 10, juillet 2009</i>	<i>G. Labarthe</i>
<i>Tomate, n° 4/6, août 2009</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Viticulture, n° 3, septembre 2009</i>	<i>L. Bernadette</i>

Les Infos rapides sont disponibles sur <http://www.agreste.agriculture.gouv.fr/Conjoncture>

PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Grandes cultures

Synthèse Céréales et oléagineux septembre n° 2009/82

[Retour éditorial](#)

Céréales et oléagineux : les marchés des grains et graines réagissent aux révisions à la hausse des récoltes américaines

La campagne 2009/2010 débute avec des prix en nette baisse par rapport à la campagne précédente. Cette baisse s'est accentuée en réponse à la révision à la hausse, au cours de l'été, des prévisions de récoltes, en particulier pour le maïs et le soja américains. Au niveau français, les récoltes de céréales sont estimées supérieures au record de 2004 grâce à des rendements élevés en blé et orge. Les récoltes de graines oléagineuses atteindront aussi un niveau record.

Les dernières prévisions de bilans mondiaux ont quelque peu modifié les données de la campagne de commercialisation 2009/2010. En juin, les bilans mondiaux de maïs et soja s'annonçaient difficiles à équilibrer, sous l'effet de prévisions de récoltes réduites aux États-Unis. Désormais, les conditions de récoltes sont favorables dans les grandes zones de production et les surfaces semées ont été revues à la hausse. Par conséquent, le bilan maïs devrait être moins déficitaire que les prévisions de juin l'annonçaient et le bilan mondial soja devrait être excédentaire. Au niveau européen, la récolte totale de céréales est prévue inférieure à celle de 2008. Le bilan européen sera toutefois excédentaire pour les principales cultures. En France, la récolte de céréales dépasse le record de 2004 et celle de colza atteint un record pour la troisième année consécutive.

Révision à la hausse des productions mondiales de maïs et soja

Le dernier rapport « Marché des céréales » du Conseil international des céréales, publié fin août, confirme les fortes révisions à la hausse concernant la production mondiale 2009 de maïs. La production mondiale de blé et céréales secondaires est désormais estimée à 1 748 millions de tonnes (Mt), soit une révision à la hausse de près de 23 Mt par rapport à juin. Près des trois quarts de la révision à la hausse de la production mondiale de céréales résultent de la hausse de la prévision de récolte mondiale de maïs. Pour autant, la production mondiale de céréales 2009 reste inférieure à la production record de 2008 (- 2,5 %). La production serait supérieure à la consommation mondiale de céréales

pour la troisième campagne consécutive et les stocks continueraient de se reconstituer.

Les échanges mondiaux sont réajustés à la hausse par rapport aux prévisions de juin mais restent en nette baisse par rapport à la campagne 2008/2009 (- 9 %), du fait de récoltes de blé en hausse dans les pays importateurs d'Afrique du Nord et du Proche-Orient. La consommation mondiale augmenterait par rapport à 2008/2009 (+ 1 %) mais l'augmentation est moins forte que lors des deux dernières campagnes. Les prévisions font état d'une diminution des utilisations de céréales pour l'alimentation animale. Les stocks mondiaux, estimés à 361 Mt en fin de campagne 2009/2010, dépasseraient ceux de la fin de la campagne 2008/2009.

La production mondiale de blé dépasserait 660 Mt, soit seulement 3 % de moins que la récolte record de 2008. Les échanges mondiaux sont prévus en nette baisse par rapport à 2008/2009 (- 14 %) et la consommation mondiale devrait légèrement augmenter. Ainsi, les stocks mondiaux de blé poursuivraient la reconstitution entamée en 2008/2009 et finiraient à 183 Mt (+ 12 %).

La production mondiale de maïs s'établirait à 787 Mt. Elle atteindrait quasiment le même niveau que la récolte 2008. Les échanges sont estimés à 84 Mt. La consommation augmente, sous l'effet de la hausse de la production d'éthanol, et atteindrait 797 Mt (+ 2 % par rapport à 2008/2009). La baisse des stocks de fin de campagne 2009/2010 serait moindre que celle prévue en juin. Avec 136 Mt de maïs, les stocks mondiaux 2009/2010 ne perdraient plus que 10 Mt par rapport à 2008/2009 et le ratio stocks/consommation atteindrait 17 %, ce qui se situe encore au-dessus du minimum de fin de campagne 2006/2007.

Avec la levée des craintes quant aux conditions de récolte dans les grandes zones de production céréalière, l'ensemble des cours recule sur les deux derniers mois. Les prix sur le marché physique français sont revenus au niveau d'août 2006 pour le blé et le maïs.

La production céréalière française légèrement supérieure au record de 2008

La production céréalière française de 2009 est estimée par le Service de la statistique et de la prospective à près de 71 Mt (+ 0,4 % par rapport à 2008). La récolte de blé tendre, prévue à plus de 37 Mt, serait supérieure à la moyenne des cinq dernières récoltes et légèrement supérieure au record de 2008 (+ 1,1 %). La récolte de maïs, de 15 Mt, recule par rapport à 2008 (- 6,5 %) mais reste en hausse par rapport à la moyenne quinquennale (+ 1,5 %). La récolte de blé dur est stable par rapport à l'an dernier avec 2,1 Mt. Les récoltes d'orge et de grains oléagineux progressent et attei-

gnent de nouveaux records avec respectivement 12,8 Mt et 7,2 Mt.

Les bilans prévisionnels de France-AgriMer de septembre font état de stocks de fin de campagne 2009/2010 qui augmenteraient très nettement par rapport à ceux de 2008/2009. En maïs, les stocks pourraient légèrement se réduire en fin de campagne 2009/2010, mais resteraient tout de même proches de 2 Mt. Ces bilans céréaliers pèsent lourdement sur les évolutions des cours qui sont pour l'instant à des niveaux proches du début de la flambée de 2006/2007.

Recul général des cours sur les marchés mondiaux des grains

Depuis fin juin, les cours ont nettement reculé sur le marché mondial, avec toutefois des estimations plus optimistes concernant les récoltes de maïs et de soja. Les prix mondiaux du blé se replient sous l'effet des stocks importants et des récoltes abondantes en Europe et en Amérique du nord.

Les prix mondiaux du blé sont proches de leur niveau d'août 2006. Fin août, le cours moyen du blé soft red winter origine Golfe du Mexique approche

121 €/t. Celui du blé argentin est à peine plus élevé, à 121,3 €/t. Sur les deux premiers mois de la campagne 2009/2010, le cours moyen des blés origine Golfe du Mexique atteint tout juste 125 €/t et le repli par rapport à la dernière campagne est significatif (- 25 %). Les disponibilités importantes en céréales dans les pays de la mer Noire et les récoltes annoncées satisfaisantes dans les pays d'Afrique du Nord constituent des facteurs de baisse des cours du blé, ces pays étant des acteurs importants des échanges mondiaux de blé.

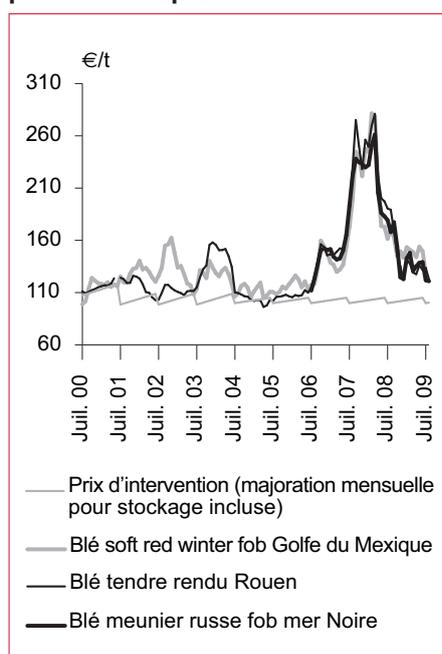
Les cours du blé français suivent la tendance du marché mondial. Ils sont sous la pression des cours des blés russes et ukrainiens qui ont remporté une partie des appels d'offres de l'Égypte avec des prix très compétitifs. Pour la campagne 2009/2010, le cours moyen des blés meuniers russes fob mer Noire s'élève à 121,4 €/t, alors que le blé français rendu Rouen dépasse 128 €/t. Malgré cet écart en moyenne, l'évolution des prix par rapport à août 2008 est sensiblement similaire au début de la campagne pour les blés russes et français, avec une baisse respective de 30 % et 32 %. Durant la campagne 2009/2010, la concurrence entre les différentes origines de blé confirmera probablement le rapprochement actuel des prix sur le marché mondial.

Sur le marché intérieur, les prix du blé départ Eure-et-Loir – blé pour la meunerie française – affichent une moyenne de début de campagne à 128,8 €/t, soit une réduction de près de 31 % par rapport à 2008/2009. Les volumes échangés depuis deux mois sont peu importants et les collecteurs cherchent plutôt à déstocker la récolte 2008 avant de négocier des ventes sur la récolte 2009.

Le prix du blé dur s'est replié fortement par rapport à 2008/2009 (- 32 % en départ Sud-Ouest). En départ Sud-Ouest, le prix moyen de début de campagne atteint 219,5 €/t.

Avec une production record d'orge en 2009, les cours de l'orge de mouture oscillent depuis deux mois sous la barre de 100 €/t. La moyenne de début de campagne dépasse tout juste

La remontée des stocks pèse sur les prix



Source : FranceAgriMer

93,5 €/t en départ Eure-et-Loir. Le repli des cours de l'orge de mouture est plus fort que pour les autres céréales (- 42 % par rapport à 2008/2009).

Des prévisions plus optimistes pour la récolte mondiale entraînent un repli des prix du maïs

La fin de la campagne 2008/2009 a été marquée par des craintes concernant la récolte de maïs nord-américaine, à la suite de semis estimés en baisse et de conditions météorologiques défavorables au développement des cultures. Dès juillet, les nouvelles prévisions de récolte, plus optimistes, ont entraîné une correction rapide des prix. Le prix moyen du yellow corn origine Golfe du Mexique a perdu 18 €/t entre juin et juillet. Sur les deux premiers mois de la campagne 2009/2010, son cours moyen approche 114 €/t (- 30 % par rapport à 2008/2009). Il est de nouveau moins cher que le maïs argentin dont le cours moyen de début de campagne s'élève à 116,6 €/t (- 22 %). Le prix fob Bordeaux du maïs français reste nettement supérieur à celui d'origine Golfe du Mexique mais, depuis juin, il suit la tendance au repli. Le prix moyen de campagne est de l'ordre de 138 €/t (- 28,6 %), ce qui signifie que les prix départ Toulouse dépassent tout juste 120 €/t en ancienne récolte. Là encore, les stocks de l'ancienne récolte sont un facteur de baisse des prix pour la nouvelle récolte.

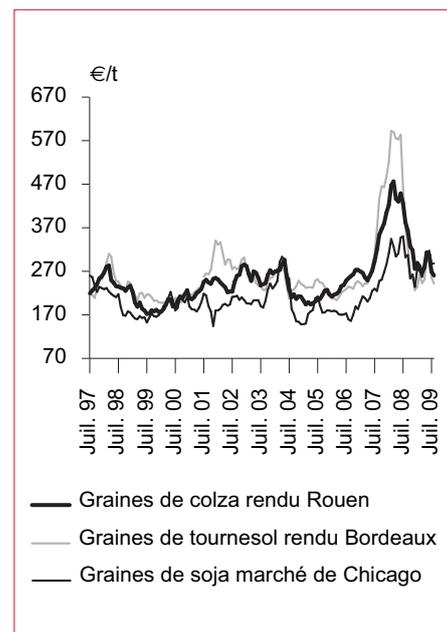
Le prix des graines oléagineuses recule nettement

Sur le marché des graines oléagineuses, les évolutions pour le complexe soja à Chicago sont très variables d'une semaine à l'autre. Après une correction des prix en juillet à la suite d'estimations de récolte de soja plus optimistes pour les États-Unis, l'évolution des cours du mois d'août présentait une plus forte volatilité. En effet, la récolte chinoise pourrait être moins importante que prévue, ce qui accroîtrait les exportations américaines, impactant le niveau des stocks américains. Le cours moyen en début de campagne de la graine de soja à Chicago approche 289 €/t (- 11 % par rapport à 2008/2009).

Sur le marché français, le prix des graines de colza a suivi la tendance de Chicago en juillet. En août, les estimations de récoltes abondantes en France et dans les autres pays de l'Union européenne ont de nouveau fait pression à la baisse des cours. Le cours moyen rendu Rouen pour les deux premiers mois de campagne 2009/2010 s'élève à 264,5 €/t (- 35 %). Les cours fin août sont revenus au niveau de mai 2007. Pour les graines de tournesol, les échanges sont peu nombreux depuis deux mois et le prix suit celui des graines de colza. Le cours moyen de campagne 2009/2010 est inférieur à 249 €/t

(- 40 %). Le marché des pois protéagineux est également peu animé au début de la campagne et les cours baissent depuis deux mois. Au cours des deux premiers mois de campagne, le cours des pois achat Marne atteint tout juste 157 €/t (- 30 %). Fin août, les cours sont redescendus au niveau de fin novembre 2006.

Les prix des graines oléagineuses françaises ont nettement baissé depuis deux mois



Source : La Dépêche

Sources et définitions

- Les données de la conjoncture Grandes cultures sont des données annuelles. Les estimations de surfaces et de rendement sont fournies par les services déconcentrés de la statistique agricole en fonction de l'avancement du calendrier agricole. Elles sont établies à dire d'experts et à partir des premiers résultats des enquêtes objectives sur l'utilisation du territoire (observation directe de 320 000 points) et les rendements (interrogation de 13 000 exploitants sur les rendements moyens constatés après récolte).
- Les données de production européennes sont fournies par l'organisme statistique européen : www.epp.eurostat.ec.europa.eu
- Les cotations mondiales et les bilans français provisoires (2008/2009) et prévisionnels (2009/2010) sont fournis par FranceAgriMer.
- Les bilans mondiaux sont établis par le Conseil International des Céréales : www.igc.org.uk
- Les cotations françaises sont reprises de l'hebdomadaire La Dépêche / Le Petit Meunier.

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- Dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Grandes cultures et fourrages » pour les séries chiffrées
- Dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Récolte record pour les céréales et le colza », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 7/10, septembre 2009.
- « La récolte de blé marque le pas, tandis que celle de l'orge bat un nouveau record », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 6/10, août 2009.
- « Campagne 2009/2010 : des ressources mondiales de maïs incertaines », Synthèse Grandes cultures - Céréales n° 2009/79, juillet 2009
- « La baisse des semis de céréales profite aux autres grandes cultures », Synthèse Grandes cultures - Céréales et oléoprotéagineux n° 2009/72, juin 2009
- « Début 2009 : volatilité des cours céréaliers et oléagineux », Synthèse Grandes cultures - Céréales et oléoprotéagineux n° 2009/62, mars 2009
- « Campagne 2008/2009 : chute rapide des cours des céréales et oléagineux sur les six premiers mois », Synthèse Grandes cultures - Céréales et oléoprotéagineux n° 2009/57, mars 2009

PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Oléagineux

Synthèse Oléagineux septembre n° 2009/83

[Retour éditorial](#)

Campagne 2008/2009 : nette hausse des importations de graines oléagineuses

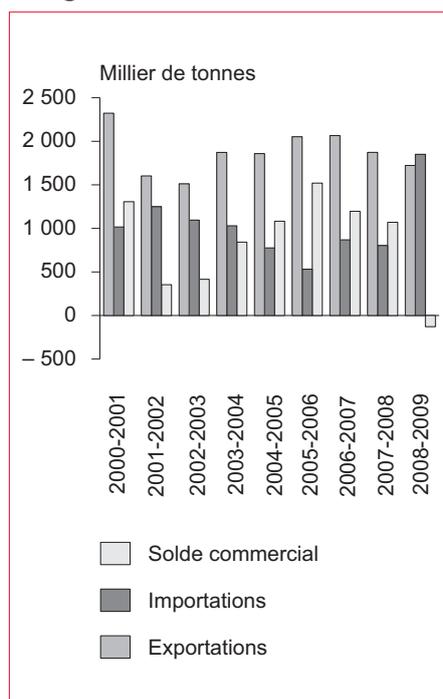
En 2008/2009, les importations de graines oléagineuses atteignent un niveau record. Cela bouleverse le solde commercial qui devient déficitaire pour l'ensemble graines de soja, colza et tournesol. Ces importations répondent à un besoin de trituration plus important, en particulier pour les usages industriels. Pour répondre à la forte croissance de la trituration, les graines oléagineuses produites dans les pays de la mer Noire sont très compétitives et le disponible est important. Parallèlement, les importations d'huiles de soja, colza et tournesol se développent également, ce qui accentue le déficit déjà important de 2007/2008.

Au cours de la campagne 2008/2009, la balance commerciale française en graines oléagineuses devient déficitaire, alors qu'auparavant elle parvenait à rester excédentaire malgré le net déficit en graines de soja. Cela s'explique par le net développement des besoins intérieurs en graines de colza et de tournesol, et par une concurrence accrue sur le marché mondial entre le disponible français et celui des pays de l'Europe de l'Est, en particulier des pays de la mer Noire.

Les importations françaises de graines oléagineuses atteignent 1,8 million de tonnes

Le bilan français en graines oléagineuses de la campagne 2008/2009 diffère des campagnes précédentes. Bien que le disponible français - production + stocks de début de campagne - ait encore progressé sous l'effet d'une récolte de colza et de tournesol en

La balance commerciale de graines oléagineuses devient déficitaire



Source : DGDDI (Douanes)

hausse à la fin de la campagne, le déficit de la balance commerciale est net (- 130 milliers de tonnes). Les importations de graines oléagineuses bondissent de plus d'un million de tonnes pour s'élever à 1,85 Mt alors que les exportations reculent de 16 %, à 1,7 Mt.

Le solde de la balance commerciale des graines de colza et de tournesol reste excédentaire mais cet excédent se réduit à un rythme rapide (- 62 % pour l'excédent en graines de colza et - 70 % pour les graines de tournesol par rapport à 2007/2008).

Nette hausse de la trituration en lien avec l'entrée en production de nouvelles usines

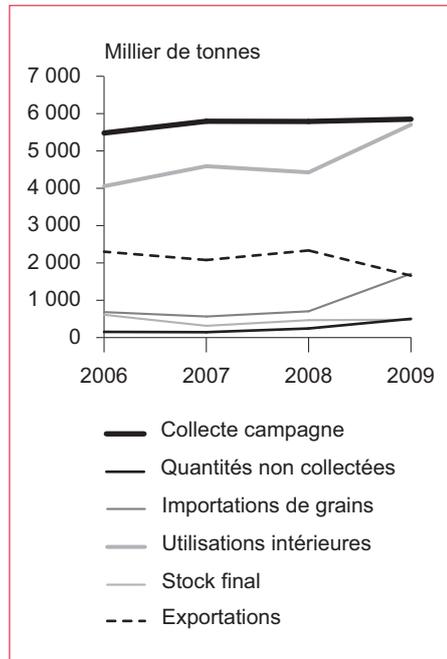
Ce renversement de tendance de la balance commerciale française résulterait de plusieurs facteurs. Tout d'abord, le total des triturations de graines progresse plus vite que les

disponibilités. En 2008/2009, les quantités triturées dans les usines françaises sont 1,4 fois supérieures à celles de 2004/2005. Pour les graines de colza, la hausse est encore plus rapide avec près de deux fois plus de tritura-

tion que lors de la campagne 2004/2005. Or, dans le même temps, malgré des récoltes record en graines de colza, le disponible français s'est accru de seulement 2,5 %. Pour les graines de soja, le marché intérieur a

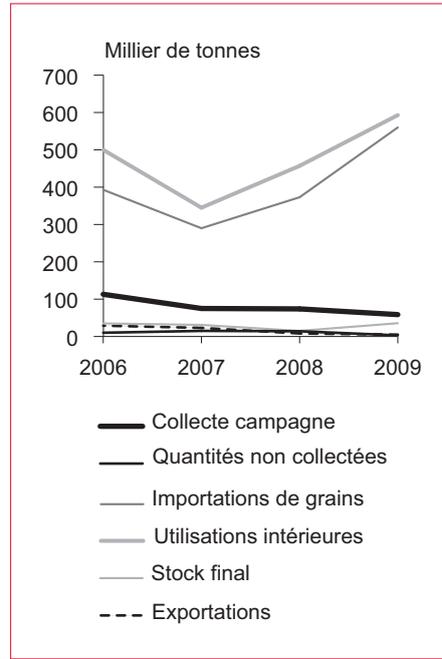
toujours été plus dépendant des importations, étant donné la faible production intérieure. Pour autant, la hausse de la trituration est nette sur la campagne 2008/2009 (+ 83 % par rapport à 2007/2008) et par conséquent les importations plus fortes (+ 50 % par rapport à 2007/2008).

La structure du bilan de l'ensemble graines de soja, colza et tournesol est modifiée



Source : DGDDI (Douanes)

Le stock de graines de soja augmente légèrement



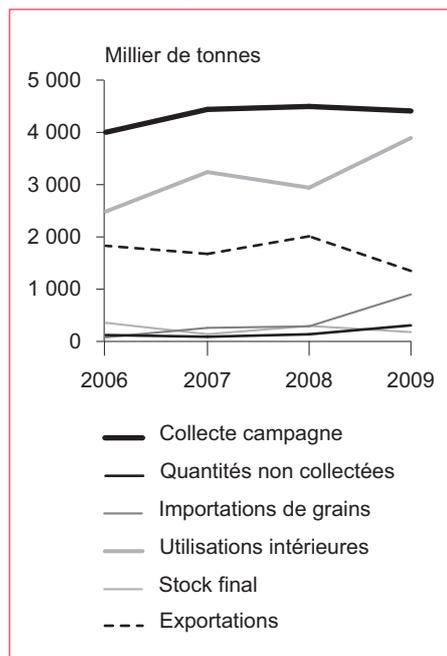
Source : DGDDI (Douanes)

La hausse des triturations de graines oléagineuses, significative au cours des dernières années, est à mettre en relation avec la mise en place de nouvelles unités industrielles, couplées à des unités de production de diester dont le développement a été important. Mais, le disponible français étant suffisant pour satisfaire la demande intérieure, des facteurs supplémentaires interviennent pour expliquer la hausse rapide des importations.

La hausse du disponible des pays de la mer Noire constitue une donnée essentielle du marché européen

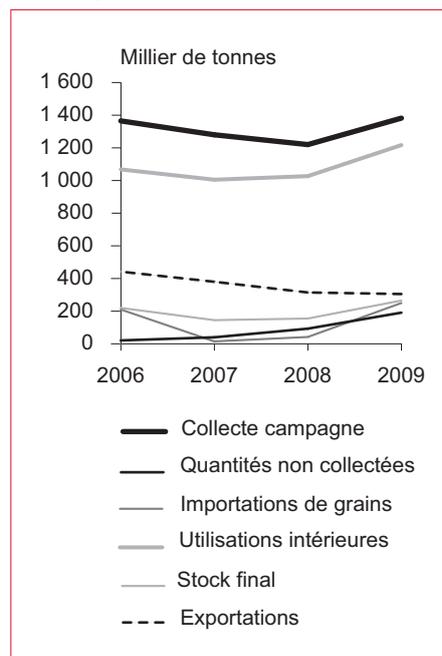
Les importations de tournesol et de colza connaissent une croissance très rapide. Les importations de graines de tournesol sont cinq fois supérieures à celles de 2007/2008 et celles de graines de colza sont multipliées par plus de trois. Or, le disponible en graines de tournesol et de colza des pays de la mer Noire a été multiplié par plus de deux entre 2007 et 2008, entraînant une augmentation de leurs exportations. S'ajoute à ces pays la Hongrie dont le disponible a augmenté également très nettement entre 2007 et 2008. Ce disponible important a pesé sur les prix des graines dans la zone, favorisant leur compétitivité par rapport aux produits français. Ainsi, l'Ukraine a fourni près de 48 % des graines de colza importées en France et plus de 57 % des graines de tournesol. La Roumanie et la Bulgarie représentent, quant à elles, près de 19 % des importations de graines de colza et plus de 28 % des importations de graines de tournesol. Le développement du potentiel de production des pays de la mer Noire, lié à un besoin intérieur croissant pour la trituration de graines de colza et tournesol, explique pour partie le changement de structure de la balance commerciale des graines oléagineuses sur la campagne 2008/2009.

Le stock de graines de colza diminue et les quantités non collectées augmentent



Source : DGDDI (Douanes)

Le stock de graines de tournesol augmente en lien avec la hausse des importations



Source : DGDDI (Douanes)

Un décalage du rythme de commercialisation et un stockage accru

Un autre facteur interviendrait également dans l'augmentation des importations. Durant la campagne 2008/2009, les organismes collecteurs ont dû faire face à une évolution du comportement des producteurs qui leur livrent une part moins importante de leurs productions. Les quantités produites en France mais non collectées en fin de campagne 2008/2009 sont nettement supérieures à la moyenne des cinq dernières campagnes (2,7 fois pour le colza et plus de 3,4 fois pour le tournesol). Ces quantités non collectées représentent 7 % de la collecte de colza et 14 % de la collecte de tournesol. En fait, le taux de collecte intérieure est inférieur en 2008/2009 à la moyenne des taux de collecte des dernières campagnes. Cela induit une disponibilité effective moins élevée pour les tritrateurs français.

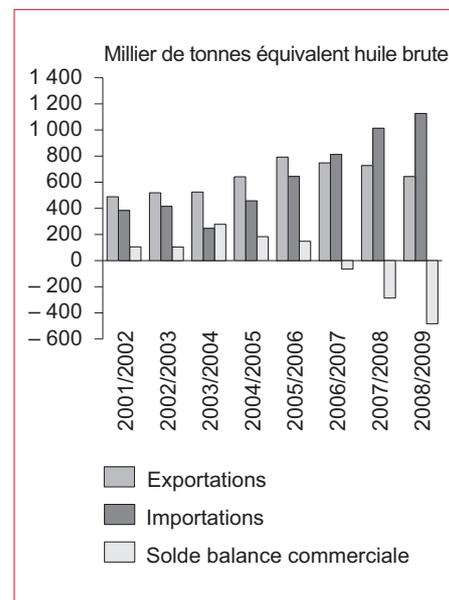
La production d'huiles augmente, mais les importations aussi

À l'accroissement des importations de graines de soja, colza et tournesol s'ajoute l'augmentation des importations d'huiles. La balance commerciale française est désormais déficitaire à la fois en huiles et en graines.

Fin avril 2009, en raison de la hausse de la trituration, la production d'huiles de soja, de colza et de tournesol augmente (+ 25 % par rapport à la campagne 2007/2008 selon FranceAgriMer). Le recours aux importations d'huiles de soja, colza et tournesol se développe néanmoins pour couvrir la hausse des besoins pour usages industriels. Sur la campagne 2008/2009, les importations de ces huiles ont augmenté de 11 % et le déficit de la balance commerciale a augmenté de 69 % entre 2007/2008 et 2008/2009. Le déficit en huiles de soja, colza et tournesol dépasse 480 milliers de tonnes en équivalent huile brute et

la balance commerciale française est déficitaire depuis trois campagnes.

Le déficit de la balance commerciale des huiles s'accroît



Source : DGDDI (Douanes)

Sources et définitions

- Les données de la conjoncture Grandes cultures sont des données annuelles. Les estimations de surfaces et de rendement sont fournies par les services déconcentrés de la statistique agricole en fonction de l'avancement du calendrier agricole. Elles sont établies à dire d'experts et à partir des premiers résultats des enquêtes objectives sur l'utilisation du territoire (observation directe de 320 000 points) et les rendements (interrogation de 13 000 exploitants sur les rendements moyens constatés après récolte).
- Les données de production européennes sont fournies par l'organisme statistique européen : www.epp.eurostat.ec.europa.eu

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Grandes cultures et fourrages » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Récolte record pour les céréales et le colza », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 7/10, septembre 2009.
- « La récolte de blé marque le pas, tandis que celle de l'orge bat un nouveau record », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 6/10, août 2009.
- « Campagne 2009/2010 : des ressources mondiales de maïs incertaines », Synthèse Grandes cultures - Céréales et oléagineux n° 2009/79, juillet 2009
- « La baisse des semis de céréales profite aux autres grandes cultures », Synthèse Grandes cultures - Céréales et oléoprotéagineux n° 2009/72, juin 2009
- « Début 2009 : volatilité des cours céréaliers et oléagineux », Synthèse Grandes cultures - Céréales et oléoprotéagineux n° 2009/62, mars 2009
- « Campagne 2008/2009 : chute rapide des cours des céréales et oléagineux sur les six premiers mois », Synthèse Grandes cultures - Céréales et oléoprotéagineux n° 2009/57, mars 2009

PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Viticulture

Synthèse Viticulture septembre n° 2009/84

Retour éditorial

Le bilan de la campagne viticole 2008/2009 est très mitigé

Les premières prévisions françaises de récolte de vins font état d'une récolte 2009 inférieure à la moyenne mais supérieure à la très faible récolte de 2008. Cependant, la conjoncture des marchés viticoles est peu porteuse actuellement avec une réduction des demandes tant intérieure qu'extérieure. Sur l'ensemble de la campagne, les prix de 2008/2009 dépassent légèrement ceux de 2007/2008 mais au contraire, pour le mois de juillet, les prix des vins d'appellation sont désormais plus bas que ceux de juillet 2005. Le niveau très bas des stocks au négoce constitue la seule note positive et laisserait entrevoir un retour aux achats pour la campagne 2009/2010.

La récolte française 2009 s'annonce plus élevée que celle de 2008

Selon les dernières estimations du Service de la statistique et de la prospective, publiées en septembre, la récolte 2009 française atteindrait 48 millions d'hectolitres (Mhl). Cette récolte serait bien supérieure à la très faible récolte 2008 (+ 12 %), mais toujours en-dessous de la moyenne des cinq dernières années (- 5 %). Seule la récolte des vins d'appellation d'origine protégée (AOP) progresserait très légèrement par rapport à la moyenne (+ 1 %), marquant une reprise de 10 % par rapport à la récolte 2008. La récolte de vins aptes à la production de Cognac dépasserait nettement les petites récoltes de 2007 et 2008 (+ 15 % par rapport à 2008) mais elle serait toujours en net recul par rapport au niveau moyen des cinq dernières années (- 5 %). La récolte de « vins avec indication géographique » (VAIG, correspondant aux vins de pays) progresse par rapport à 2008 (+ 2 %) mais pas suffisamment

pour rattraper la moyenne des cinq dernières campagnes (- 11 %).

La récolte de 2009 apportera ainsi des disponibilités supérieures à celles de l'an dernier, alors que la conjoncture des marchés viticoles reste délicate en termes de consommation et d'évolution des exportations.

La demande intérieure française baisse nettement

Selon les données des douanes françaises disponibles jusqu'en mai 2009, la consommation taxée baisse nettement par rapport à la campagne 2007/2008 et par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. Sur les dix mois de campagne 2008/2009, la consommation taxée de vins français atteint 23,8 Mhl, niveau le plus bas jamais enregistré. En considérant que les deux derniers mois de campagne 2008/2009 suivront la moyenne des cinq dernières campagnes, le total de la consommation

taxée ne dépasserait pas 30 Mhl au cours de la campagne 2008/2009 (- 9 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes et - 5 % par rapport à 2007-2008). La période est donc délicate à gérer sur le marché intérieur face à une demande qui n'est pas très dynamique.

Par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes, les vins d'appellation s'en sortent relativement mieux que les autres vins avec une baisse moins forte de la consommation (- 7 % contre - 11 %). Les quantités taxées de vins d'appellation mis en circulation ne dépasseraient pas 16 Mhl en fin de campagne 2008/2009, soit le niveau le plus faible depuis la campagne 1996/1997. Pour les autres vins, le recul de la consommation est ininterrompu depuis la campagne 2005/2006, s'intégrant dans la tendance des vingt dernières années. À ce rythme, leur consommation pourrait passer sous la barre de 13 Mhl lors de la campagne 2009/2010.

Le marché intérieur français n'est donc pas très porteur avec une demande peu dynamique, confirmée par les données de ventes en vrac fournies par FranceAgriMer. Sur l'ensemble de la campagne 2008/2009, les volumes de ventes de vins de table et de pays français sont en nette réduction par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes (- 15 %) et atteignent 10,5 Mhl. Les ventes de vins de table sont descendues à un niveau historiquement bas de 2,7 Mhl et enregistrent le plus fort recul par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes (- 37 %). Les ventes de vins de pays reculent également mais à un rythme moindre (- 3 %).

En termes de couleur, ce sont les ventes de vins blancs qui se réduisent le moins fortement, avec même une progression par rapport à la moyenne pour les vins de pays blancs (+ 6 %). Mais, au total, les volumes de ventes de vins blancs ne dépassent pas 2,3 Mhl (- 6 %). Les ventes de vins rouges marquent un recul très net, le total étant à peine supérieur à 8,2 Mhl (- 17 %). Les ventes de vins de pays rouges et rosés se replient moins fortement que celles de vins de table rouges et rosés (- 5 % contre - 38 %).

Face au repli de la demande sur le marché intérieur, tant en vins de consommation courante qu'en vins d'appellation, les négociants ont adopté une stratégie d'attente en préférant écouler leurs stocks des récoltes précédentes plutôt que de s'approvisionner avec des vins de la récolte 2008. Les stocks au négoce, tous vins confondus, et chez les distributeurs sont à un niveau assez bas (- 13 % pour les stocks au négoce par rapport à mai 2008).

Les marchés extérieurs sont en retrait à la suite du ralentissement de l'économie mondiale

Les exportations françaises de vins affrontent également une demande extérieure moins importante que lors des trois dernières campagnes. Pour l'ensemble des produits vinifiés et sur la période d'août 2008 à juin 2009, les volumes exportés approchent 15,6 Mhl, ce qui marque un recul très net par rapport au niveau moyen des cinq dernières campagnes.

Les exportations de vins tranquilles d'appellation se replient à 4,5 Mhl, le volume le plus faible depuis le début de la décennie. À destination des pays membres de l'Union européenne, le recul est beaucoup plus important que vers les pays tiers. Pour l'heure, les exportations vers l'Union européenne de vins tranquilles d'appellation atteignent tout juste 2,8 Mhl. Les exportations vers le Royaume-Uni chutent très fortement pour s'élever à moins de 0,8 Mhl (- 27 %). Elles sont également en retrait vers les deux autres principales destinations européennes que sont l'ensemble Belgique-Luxembourg et l'Allemagne (respectivement 0,76 Mhl et 0,54 Mhl, soit - 15 % et - 21 %). Mais le ralentissement rapide de la demande européenne en vins français est à mettre en perspective avec le très haut niveau des exportations de vins d'appellation au cours des campagnes 2006/2007 et 2007/2008.

Vers les pays tiers, les exportations de vins tranquilles d'appellation se réduisent également mais moins

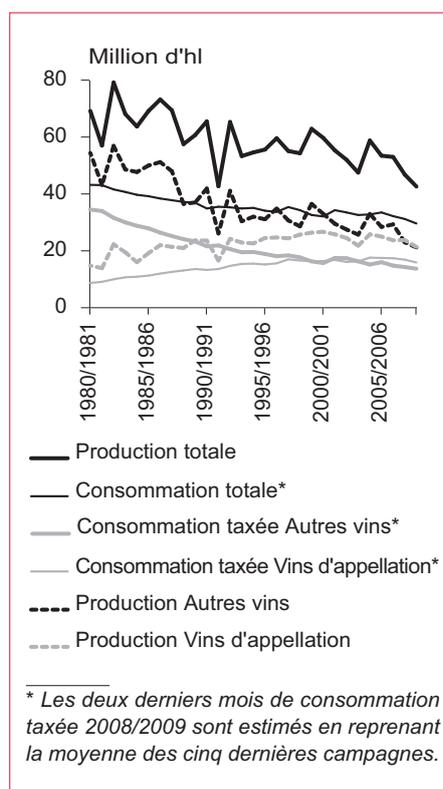
fortement, le volume exporté approchant 1,7 Mhl en cumul au mois de juin. Cependant, les marchés américains, japonais et canadiens reculent nettement par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes (- 9 %, - 16 % et - 4 %). Le ralentissement général de l'économie mondiale se fait ressentir sur la demande des principaux partenaires internationaux en vins d'appellation français.

Les exportations de champagnes se distinguent par la rapidité de la dégradation des volumes vendus sur les marchés extérieurs (seulement 0,76 Mhl en cumul au mois de juin 2009 contre plus de 1 Mhl en cumul au mois de juin 2008). Les exportations vers l'Union européenne s'élèvent tout juste à 0,53 Mhl et celles vers les pays tiers atteignent seulement 0,23 Mhl. Les exportations de champagnes se réduisent en particulier vers les États-Unis (- 62 %) et le Royaume-Uni (- 19 %). La baisse des exportations vers les États-Unis provient aussi du fait qu'une partie des exportations destinées à ce pays passe désormais par la Belgique et le Luxembourg.

Les évolutions en volume et en valeur par rapport à la campagne 2007/2008 pour les VQPRD tranquilles et les champagnes suivent le même rythme que les prix ayant eu des évolutions très modérées au cours de la campagne. En revanche, par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes, le repli en valeur des vins d'appellation tranquilles est plus modéré que celui en volume. Par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes, la valorisation des exportations continue de croître faiblement vers le Canada (+ 1 %) alors qu'elle chute vers les États-Unis et le Japon (- 11 % et - 10 %). Elle est globalement positive.

Pour la campagne 2008/2009, la contraction de la demande extérieure est très nette, en même temps que celle de la demande intérieure. La hausse des prix des vins d'une campagne à l'autre est par conséquent très modérée au regard des faibles volumes récoltés en 2008. Par ailleurs, les prix des vins de table et de pays rouges et rosés finissent la campagne à des niveaux relativement peu élevés.

Production et consommation de vins diminuent tendanciellement



Sources : DGDDI (Douanes), Agreste

Les prix des vins blancs, avec des volumes très faibles, présentent une évolution légèrement plus favorable.

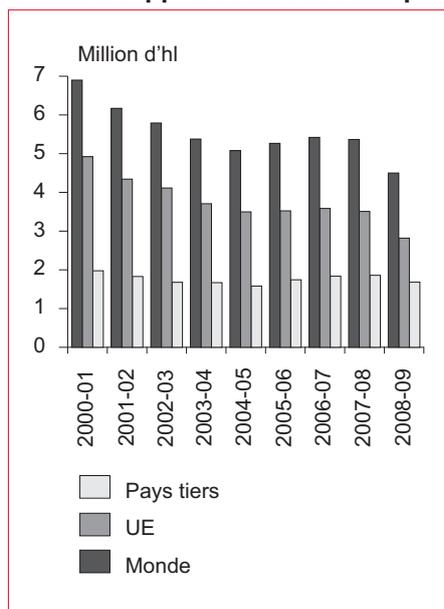
L'évolution des prix est modeste comparée aux campagnes antérieures

Les prix moyens de la campagne 2008/2009 des vins rouges et rosés de table augmentent légèrement par rapport à la dernière campagne et approchent 3,40 €/°hl (+ 4 %). Pour les vins rouges et rosés de pays, les prix moyens de campagne sont à peine plus élevés que ceux de la campagne 2007/2008, à 4,30 €/°hl (+ 1,6 %). Les prix des vins blancs progressent par rapport à 2007/2008 mais la hausse s'est réduite, comparée à la forte progression connue en 2007/2008 (+ 7 % pour les vins de table et + 8 % pour les vins de pays par rapport à 2007/2008). Les prix des vins d'appellation finissent la campagne 2008/2009 sur des niveaux plus faibles que lors des deux dernières campagnes. L'indice des prix à la production des vins d'appellation (Ippap) du mois de juillet est inférieur de près de 7 % à celui de juillet 2008. Toutefois, étant donné la croissance des prix au premier semestre de campagne, l'indice moyen de campagne reste supérieur de 3 % à celui de 2007/2008. L'ippap des appellations

de Bourgogne de juillet 2009 baisse de 22 % par rapport au mois de juillet 2008 ; la correction des prix s'accélère depuis deux mois. En moyenne de campagne 2008/2009, l'ippap de ces appellations se replie de 5 % par rapport à 2007/2008. L'ippap des appellations de Bordeaux est plus élevé en

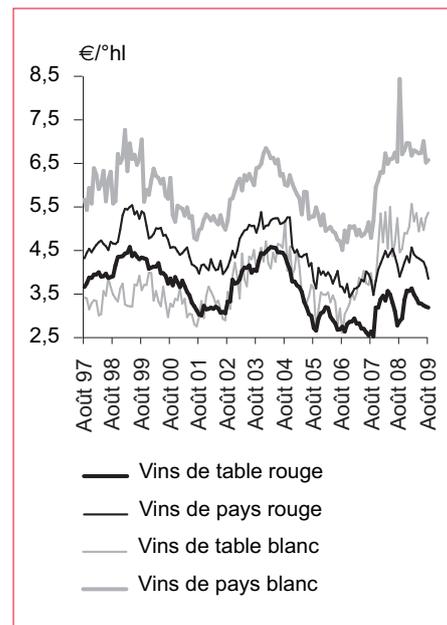
moyenne de campagne par rapport à 2007/2008 (+ 3 %) mais l'indice de juillet 2009 est inférieur de 5 % par rapport à juillet 2008. Pour les Côtes-du-Rhône, l'évolution des prix est stable en moyenne de campagne mais l'ippap de juillet est en repli de 3 % par rapport à l'an dernier.

En 2008/2009, les volumes exportés de vins d'appellation sont en repli



Source : DGDDI (Douanes)

L'évolution moyenne des prix des vins de consommation courante est modérée



Source : FranceAgriMer - Contrats d'achat

Les volumes exportés baissent nettement

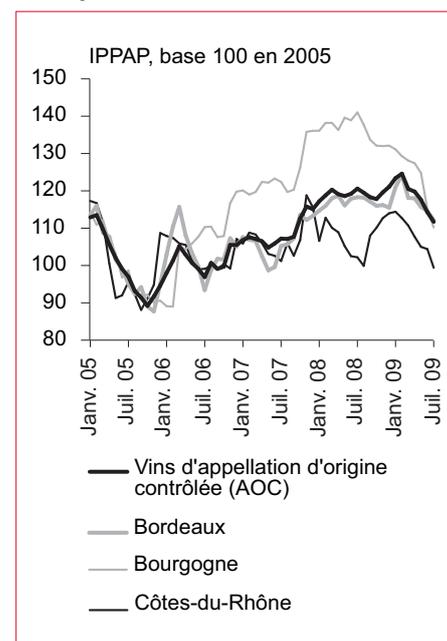
Unité : %

	Évolution du volume cumulé par rapport à 2007/2008		Évolution en valeur par rapport à 2007/2008	
	VQPRD tranquilles	Champagne	VQPRD tranquilles	Champagne
UE	- 19,6	- 26,8	- 18,3	- 29,9
Pays tiers	- 9,6	- 16,0	- 16,6	- 16,6
Monde	- 11,9	- 23,9	- 17,5	- 25,9

	Évolution du volume cumulé par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes		Évolution en valeur par rapport à moyenne des cinq dernières campagnes	
	VQPRD tranquilles	Champagne	VQPRD tranquilles	Champagne
UE	- 20,9	- 15,8	- 6,3	- 9,8
Pays tiers	- 3,3	- 25,7	+ 3,5	- 25,0
Monde	- 15,1	- 19,0	- 1,8	- 15,6

Source : DGDDI (Douanes)

Les prix à la production sont en repli sur les six derniers mois



Sources : Agreste, Insee

Sources

- Les prix et volumes de ventes en vrac des vins de table et de pays sont fournis par FranceAgriMer sur www.onivins.fr/
- Les données de consommation taxée sont fournies par le bureau F3 des Douanes : www.douane.gouv.fr/
- Les données du commerce extérieur des vins sont fournies par la Direction générale des douanes et droits Indirects (DGDDI)
- L'indice des prix à la production (Ippap) : Insee, Agreste

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Viticulture » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Viticulture » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Un potentiel de récolte estimé à 48 millions d'hectolitres », Infos rapides Viticulture n° 3, septembre 2009.
- « Un potentiel de récolte estimé à 48,1 millions d'hectolitres », Infos rapides Viticulture n° 2, août 2009.
- « Marché viticole : campagne 2008/2009 décevante pour les ventes de vins français », Synthèse Viticulture n° 2009/74, juin 2009.

[Retour éditorial](#)

Volailles : la concurrence des pays tiers se développe pour les préparations de viande

Au premier semestre 2009, l'excédent commercial en viandes et préparations de volaille se réduit de trois quarts par rapport à la même période de 1999. Sur les principaux marchés – Union européenne, Russie, Proche-Orient et Moyen-Orient – les exportations françaises ont été concurrencées par les importations en provenance des pays tiers. Malgré un système de préférence communautaire, reposant sur des droits de douanes et des quotas d'importation, la tendance se poursuit.

En 2008 et 2009, la préférence communautaire pour les viandes de volaille et préparations de viandes est à nouveau affaiblie avec le développement d'importations à droits de douanes réduits, sous forme de viandes huilées ou encore de préparations contenant moins de 57 % de viande en provenance des pays tiers. Les importations communautaires qui en résultent suscitent à nouveau des inquiétudes pour la filière française dont la vocation exportatrice vers les autres pays de l'Union européenne est déjà mise à mal depuis de nombreuses années.

Disparition des excédents français en viandes avec l'Union européenne et en préparations avec les pays tiers

Depuis une dizaine d'années en effet, le solde des échanges français régresse à la fois à destination des

pays tiers et à destination des autres pays de l'Union européenne. Cette régression résulte de la concurrence qu'exercent les grands producteurs émergents, tels le Brésil et la Thaïlande sur le marché mondial, mais aussi sur le marché européen en lien avec l'affaiblissement de la préférence communautaire. La France est même devenue importateur net avec les autres pays de l'Union européenne.

Encore loin d'être négligeable au premier semestre 2009, l'excédent des viandes, y compris les préparations, a diminué de 75 %, depuis 1999 sur les six premiers mois de l'année. Le solde est de moins en moins excédentaire avec les pays tiers, et il est devenu déficitaire avec l'Union européenne. Cette évolution touche aussi bien les viandes de volaille que les préparations, le poulet que la dinde, avec toutefois certaines nuances. Les flux les plus importants concernent les viandes

et particulièrement la viande de poulet qui représente 85 % des importations et 70 % des exportations.

Les importations de viandes de volaille – toutes origines et hors préparations – certes parties du bas niveau de 65 milliers de tonnes en 1999, ont augmenté de plus de 120 % sur la période, pour atteindre 145 milliers de tonnes. À l'exception de 2007, année favorable avec le retour à la normale suivant la crise de l'influenza aviaire de 2006, les exportations ont régulièrement reculé, de 39 % entre 1999 et 2009 sur la période des six premiers mois de l'année, passant de 351 à 215 milliers de tonnes. Il en résulte un affaiblissement considérable de l'excédent (– 75 %). Cet affaiblissement touche particulièrement les viandes de dinde : la hausse des importations et le recul des exportations affectent les échanges tant avec l'Union européenne qu'avec les pays tiers. Le résultat est sensible-

ment le même pour la viande de poulet, mais de façon différente : les exportations se sont mieux maintenues,

notamment vers les pays tiers grâce aux restitutions, mais les échanges avec l'Union européenne, équilibrés

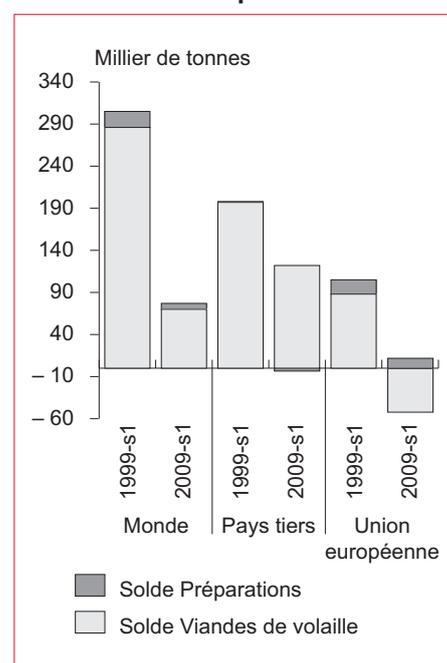
en 1999, sont ensuite devenus très déficitaires. Les viandes saumurées (voir encadré) n'ont joué qu'un rôle modeste dans cette évolution, du moins dans leurs effets directs. Leur poids dans les importations totales était de 2 % en 2002. La mise en place des contingentements en 2007 a fait augmenter ce volume qui, depuis, régresse. En 2009, elles ne représentent plus que 1 % des importations, essentiellement en provenance des

Des viandes saumurées aux viandes huilées : les épisodes d'une lutte commerciale

La filière communautaire de la volaille est soutenue par des aides aux exportations, surtout concentrées sur les poulets entiers congelés à destination du Proche-Orient et du Moyen-Orient. Le montant global de ces aides et les quantités concernées sont limitées. Parallèlement, les importations de viande font l'objet de droits de douane fixes, contrairement aux importations de préparations de viande qui font l'objet de droits ad valorem plus avantageux. Dans ce contexte, se sont développées en 2001 des importations de viandes congelées saumurées pour bénéficier de droits réduits tout en recouvrant de fait le même usage que les viandes congelées. La Commission européenne a alors adopté un règlement reclassant ces produits en viandes congelées. L'Union européenne a été condamnée à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) concernant le panel des viandes saumurées en 2006. Il s'en est suivi des contingents d'importations à droits ad valorem depuis le 1^{er} juillet 2007. Ces accords concernaient trois lignes tarifaires : la viande de volaille salée saumurée, les

préparations à base de poulet et les préparations à base de dinde, avec respectivement des droits ad valorem de 15,4 % pour la première, et 8,5 % pour les deux autres. Désormais, leurs importations à droits réduits sont contingentées, avec un contingent spécifique pour la viande salée du Brésil, un contingent spécifique pour les préparations à base de poulet de la Thaïlande et un contingent spécifique pour les préparations à base de dinde du Brésil. Au-delà de ces limites, les importations se font à taux plein à des tarifs spécifiques (en euros par unités de mesure), sauf pour les préparations de viande de poulet contenant moins de 57 % de viande. Fin 2008, des viandes de volaille huilées sont apparues dans les échanges. Leur classement en viande transformée a été finalement retiré par la Commission européenne, et plus aucun État membre ne doit autoriser d'importations dans ces lignes tarifaires à droits de douanes moins pénalisants. Du côté des exportations, les restitutions subsistent encore sur deux lignes tarifaires de poulets entiers congelés.

Disparition de l'excédent français de viandes de volaille avec l'Union européenne



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes) - S1 : données du 1^{er} semestre

Produits à base de viande de volaille : un excédent en recul avec l'Union européenne et un déficit qui s'installe avec les pays tiers

Unité : tonne

Solde commercial	Monde			Pays tiers			Union européenne		
	1999-s1	2009-s1	Évolution en %	1999-s1	2009-s1	Évolution en %	1999-s1	2009-s1	Évolution en %
Total viandes (y c. préparations)	305 224	78 122	- 74	199 606	117 992	- 41	105 618	- 39 870	-
dont poulet	166 151	34 254	- 79	147 842	106 123	- 28	18 310	- 71 868	-
dinde	128 424	35 349	- 72	48 456	8 827	- 82	79 968	+ 26 522	- 67
Total viandes	286 013	70 273	- 75	197 787	122 846	- 38	88 226	- 52 573	-
dont poulet	149 939	28 134	- 81	147 216	107 230	- 27	2 724	- 79 096	-
dinde	124 184	35 528	- 71	47 497	13 478	- 72	76 687	+ 22 050	- 71
Total préparations	19 211	7 849	- 59	1 819	- 4 854	-	17 392	+ 12 703	- 27
dont poulet	16 212	6 120	- 62	626	- 1 107	-	15 586	+ 7 228	- 54
dinde	4 240	- 179	-	959	- 4 651	-	3 281	+ 4 472	+ 36

Sources : Agreste, DGDDI (Douanes) - S1 : données du 1^{er} semestre

pays tiers, les quantités transitant par les autres États membres s'avérant négligeables.

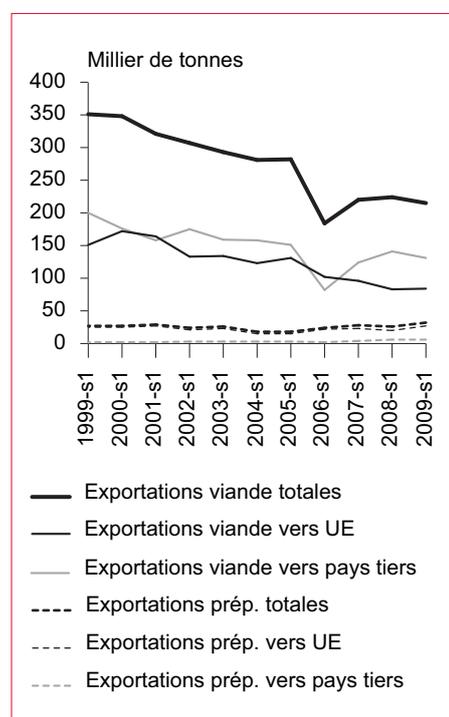
Les échanges de préparations à base de viandes de volaille, bien que concernant des tonnages beaucoup plus réduits que les viandes, sont en forte expansion, en relation avec leur part croissante dans les nouveaux modes de consommation. Le solde positif des échanges, historiquement centrés vers l'Union européenne, se réduit de façon mesurée sur cette destination. Paral-

èlement, le développement des échanges avec les pays tiers se traduit par l'apparition d'un déficit sensible. Au total, l'excédent se réduit de 59 %. Les échanges de préparations à base de canard, oie et pintade, certes modestes, progressent favorablement : les exportations augmentent de 130 % et, pour les importations, le recul est deux fois plus vif.

Accentuation des importations de préparations de viande en provenance des pays tiers

Avec les pays tiers, le solde des viandes demeure encore largement positif, en particulier pour le poulet, tandis que l'excédent bascule en déficit pour les préparations.

Les exportations des produits à base de viande restent très basses



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes) - S1 : données du 1^{er} semestre

Les importations françaises proviennent du Brésil, de la Thaïlande, et dans une moindre mesure, d'Israël et du Chili. Les importations de volaille en provenance de Thaïlande, principalement de poulet, se faisaient surtout sous forme de viandes jusqu'en 2002. À partir de 2004, à la suite de l'influenza aviaire avérée dans ce pays, les importations de préparations, qui ont remplacé celles de viandes, ont crû très fortement et rattrapent, au premier semestre 2009, le niveau des importations en provenance du Brésil. Le déficit avec ce pays reste toutefois très modeste et n'est significatif que pour les préparations de poulet (2 200 tonnes).

Les importations en provenance du Brésil sont historiquement constituées de viandes pour le poulet et de préparations pour la dinde. Depuis 2002, les

importations de viandes saumurées ralentissent, mais la plupart des segments se développent, les préparations de viande de poulet, et aussi de dinde, devenant significatives. Au total, le déficit avec les pays tiers atteint 5 700 tonnes pour les viandes, majoritairement de poulet, et surtout 6 400 tonnes pour les préparations, majoritairement de dinde, alors qu'il était pratiquement inexistant en 1999. Avec Israël et le Chili, les échanges restent très limités et se résument au développement très modéré des importations de viandes pour le Chili et à celui des préparations pour Israël.

Au total, l'augmentation des importations françaises en provenance de ces quatre pays pèse de façon très limitée sur la détérioration de l'excédent français des viandes, à concurrence de quelques milliers de tonnes. En revanche, elle explique quasiment l'intégralité de la détérioration des échanges français de préparations de viande.

Traditionnellement, les exportations françaises vers les pays tiers, notamment de poulets congelés, se font principalement vers le Moyen-Orient et la Russie. Avec le Moyen-Orient, qui pèse au premier semestre 2009 pour 38 % de nos exportations de viandes, dont 54 % de poulet, l'excédent, principalement en poulet, s'est contracté de 30 %. Avec la Russie, qui pèse pour 3 % de nos exportations de viande de poulet et 17 % en préparations à base de poulet en 2009, l'excédent en viande se contracte de 70 %, tandis que celui des préparations bondit (+ 420 %).

Un excédent des viandes de volaille avec les pays tiers en recul de plus d'un tiers

Unité : tonne

Solde commercial	Total des viandes de volaille		Dont viande de poulet		Dont viande de dinde		Total des préparations		Dont préparation de poulet		Dont préparation de dinde	
	1999-s1	2009-s1	1999-s1	2009-s1	1999-s1	2009-s1	1999-s1	2009-s1	1999-s1	2009-s1	1999-s1	2009-s1
Pays tiers	197 787	122 846	147 216	107 230	47 497	13 478	1 819	- 4 854	626	- 1 107	959	- 4 651
dont Moyen-Orient	116 302	81 911	116 109	81 513	141	382	116	17	80	0	5	1
Russie	34 885	9 775	5 251	4 925	29 598	4 731	682	3 557	441	3 540	208	0
Thaïlande	- 577	- 36	- 577	- 26	0	0	- 41	- 2 310	- 38	- 2 168	0	- 2
Israël	- 25	- 222	- 11	- 205	- 1	- 16	- 354	- 618	- 80	- 186	- 220	- 428
Chili	- 3	- 691	- 2	- 430	- 1	- 108	1	1	0	0	0	0
Brésil	- 595	- 5 706	- 595	- 3 925	0	- 1 007	1	- 6 433	0	- 2 351	0	- 4 082

Sources : Agreste, DGDDI (Douanes) - S1 : données du 1^{er} semestre

En conclusion, l'essentiel de la baisse de l'excédent français de viandes vers les pays tiers est imputable au recul des exportations françaises vers le Moyen-Orient et la Russie. En revanche, l'apparition du déficit de préparations de viande de volaille est le fait du développement d'importations depuis la Thaïlande et le Brésil, à peine tempéré par la progression des exportations françaises vers la Russie. Mais l'évolution concernant les préparations porte sur des volumes nettement plus faibles que ceux des viandes. La concurrence directe des importations sur le marché français concerne des quantités limitées de préparations.

Augmentation des importations plus vive en viande qu'en préparations en provenance de l'Union européenne

Avec l'Union européenne, le solde est devenu déficitaire en viandes, tandis que l'excédent perdure en préparations. La France est devenue structurellement importatrice de viande de poulet, et de moins en moins excédentaire en viande de dinde. Les importations ont augmenté plus vite en viandes qu'en préparations, respectivement de 118 % et 86 %. Quant aux exportations, elles ont reculé de 44 % en viandes tandis qu'elles progressent de 7 % en préparations.

L'évolution des échanges est contrastée entre, d'une part, l'Espagne et l'Italie et, d'autre part, l'Allemagne, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Belgique. Avec les deux premiers, le solde des viandes s'est détérioré, mais

seulement de quelques milliers de tonnes, et le solde des préparations a progressé, de façon également limitée. Pour les autres pays, le solde des échanges des viandes a reculé de près de 30 milliers de tonnes pour chacun d'eux, devenant négatif partout. Celui des préparations a également reculé, de façon limitée, sauf pour l'Allemagne où l'inversion du solde est forte.

En viandes, les augmentations des importations (+ 313 % d'Allemagne, 213 % des Pays-Bas, + 112 % de l'ensemble Belgique-Luxembourg, + 106 % du Royaume-Uni), et le recul des exportations de 69 % pour chacun de ces pays, excepté l'ensemble Belgique-Luxembourg qui diminue seulement de 27 %, expliquent la plongée du solde. Ces mouvements importants ne paraissent pas avoir de lien avec une amélioration de l'autosuffisance de ces pays. Ils pourraient en revanche correspondre à une augmentation de leurs importations des pays tiers.

En préparations, l'excédent avec ces pays stagne, ou se réduit. L'évolution est sensible avec l'Allemagne, qui était notre premier client en 1999 et avec laquelle la France passe d'un excédent de 7 000 tonnes à un déficit de 3 000 tonnes. La hausse de 137 % entre 1999 et 2006 de la production allemande de préparations de viande de dinde explique en partie la forte hausse de nos achats en provenance d'Allemagne, hausse qui rend le solde déficitaire. En préparations de viande de poulet, la hausse des importations est modérée. C'est la conjugaison du recul de notre part de marché, qui se traduit

par l'effondrement des exportations, et de la hausse de la production allemande (+ 50 % entre 1999 et 2006) qui explique l'apparition du déficit.

Une Europe fortement déficitaire en préparations mais excédentaire en viandes

Malgré la préférence communautaire, les achats auprès des pays tiers explosent. Les importations de viandes se sont développées essentiellement sous forme de viandes saumurées, qui atteignent en 2008 près de 200 milliers de tonnes. Les autres viandes n'ont progressé que d'environ 50 milliers de tonnes. Parallèlement, les exportations de l'Union européenne ont régressé d'environ 200 milliers de tonnes, atteignant 780 milliers de tonnes en 2009. Finalement, le solde excédentaire européen se réduit pratiquement de moitié, même s'il reste très significatif avec 410 milliers de tonnes.

La France reste de très loin la première contributrice à l'excédent en viandes de volaille. Les importations massives de viandes saumurées font tourner au déficit le solde des Pays-Bas, mais n'empêchent pas l'excédent allemand de croître grâce au bond de ses exportations de viandes de poulet.

Pour les préparations de viandes, les importations se sont globalement beaucoup plus fortement développées que les exportations. Le déficit européen s'est profondément creusé, s'accroissant de 340 milliers de tonnes. Il explose essentiellement avec le Royaume-Uni, les Pays-Bas, et, dans

Le déficit avec l'Union européenne concerne essentiellement le poulet

Unité : tonne

Solde commercial	Total des viandes de volaille		Dont viande poulet		Dont viande dinde		Total des préparations		Dont préparation poulet		Dont préparation dinde	
	1999-s1	2009-s1	1999-s1	2009-s1	1999-s1	2009-s1	1999-s1	2009-s1	1999-s1	2009-s1	1999-s1	2009-s1
Union européenne	88 226	- 52 573	2 724	- 79 097	76 687	22 050	17 392	12 703	15 586	7 227	3 281	4 472
dont Espagne	16 624	10 818	1 271	1 621	14 441	8 426	1 735	6 509	1 252	3 789	444	1 716
Royaume-Uni	30 335	- 3 992	21 546	- 7 334	6 080	966	4 046	2 198	4 313	1 558	- 200	409
Italie	905	- 1 732	507	486	170	- 2 593	47	1 831	35	1 495	3	318
Pays-Bas	3	- 32 245	- 8 323	- 28 700	7 323	- 3 217	1 319	1 422	1 437	1 373	153	37
Belgique	2 861	- 27 892	- 13 125	- 38 874	15 066	8 980	1 184	777	1 019	434	325	208
Pologne	- 704	- 3 220	- 646	- 3 443	25	648	13	- 275	6	- 226	8	- 4
Allemagne	30 425	- 1 899	4 200	- 5 376	21 979	- 44	6 672	- 3 452	5 607	- 1 357	1 139	- 2 132

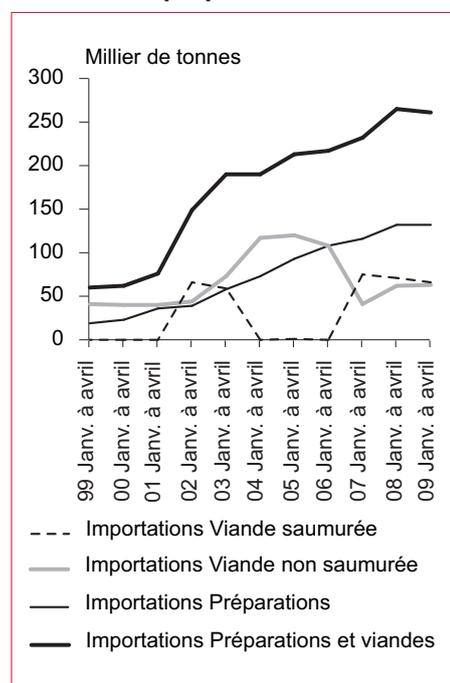
Sources : Agreste, DGDDI (Douanes) - S1 : données du 1^{er} semestre

une moindre mesure, l'Allemagne. Finalement, la concurrence du Brésil et de la Thaïlande sur le marché des viandes et préparations de volailles s'est traduite par le recul des exportations de l'Union européenne, et en particulier de la France, à destination du Moyen-Orient et de la Russie ; elle s'est aussi traduite par le développement des importations de l'Union

européenne sous forme de viandes saumurées et surtout de préparations, dans un contexte de production relativement stable. Ces importations se concentrent sur quelques pays – Allemagne, Pays-Bas, Royaume-Uni – et ont vraisemblablement conduit à une redistribution des flux intracommunautaires. C'est ainsi que la France est passée d'une position excédentaire à une position déficitaire en viandes avec l'Union européenne. Sur le marché intracommunautaire des préparations, la France occupait en 1999 le premier rang des exportateurs tant en préparations de viandes de poulet (30 % du total) que de dinde (25 % du total). En 2006, pour les trois premiers producteurs européens – Royaume-Uni, France, Allemagne – la production de préparations a augmenté de 5 %. La France a réalisé des exportations qui ne représentent plus en 2008 que 5 % des échanges intracommunautaires pour les produits à base de poulet et 10 % pour ceux à base de dinde ; elles sont devancées par les exportations allemandes et néerlandaises qui ont fortement progressé.

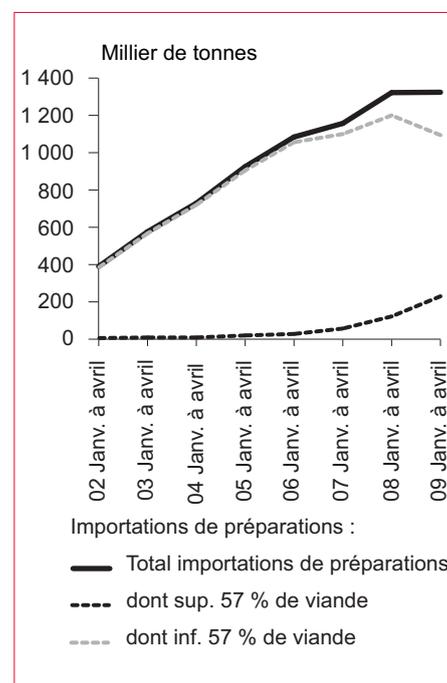
préparations contenant moins de 57 % de viande, qui bénéficient de droits réduits, a sans doute favorisé les importations. Jusqu'en avril 2009, les préparations contenant moins de 57 % de viande de volailles, ont connu la progression la plus forte. En revanche, les importations de volailles dites huilées ne peuvent pas être identifiées par un code douanier.

La volaille des pays tiers s'engouffre dans l'Union européenne par le biais des préparations



Source : Eurostat

Impact des tarifs douaniers pour les préparations de viandes de volaille



Source : Eurostat

La tendance s'est accélérée en 2008. Les importations de l'UE de préparations à base de volailles pour l'année 2008 ont dépassé ou atteint les niveaux faisant l'objet de contingents à droits réduits : elles ont été de 308 173 tonnes pour le poulet (contingents de 251 000 tonnes), et de 103 214 pour la dinde (contingents de 104 000 tonnes). Le développement des importations de viandes huilées et de

L'exédent européen des viandes compense encore le déficit des préparations

Unité : tonne

	Total des viandes de volaille		Dont viande de poulet		Dont viande de dinde		Total des préparations		Dont préparation de poulet		Dont préparation de dinde	
	1999	2008	1999	2008	1999	2008	1999	2008	1999	2008	1999	2008
Importations UE	164 963	371 996	115 502	154 819	8 156	17 714	64 950	421 423	43 929	308 173	19 278	103 214
Exportations UE	979 677	782 834	737 923	656 556	223 539	106 044	27 550	43 611	17 748	31 368	5 355	3 470
Solde UE	814 714	410 838	622 421	501 737	215 383	88 330	-37 400	-377 812	-26 181	-276 805	-13 923	-99 744
dont France	416 208	280 474	310 727	231 389	98 648	39 916	3 795	1 356	1 418	5 133	1 660	-5 379
Belgique	54 596	46 008	32 793	48 898	19 592	1 362	-211	-1 387	-156	901	54	-246
Allemagne	14 833	30 079	6 431	69 355	9 759	13 840	-14 988	-88 388	-4 697	-48 536	-9 311	-36 289
Italie	11 196	14 174	6 207	14 471	4 980	4 720	-1 625	-1 180	-123	1 624	-1 647	-5 498
Espagne	-9 127	-778	-11 203	-4 389	2 074	4 089	342	5 083	23	1 005	189	-4 228
Pays-bas	228 502	-2 753	183 338	83 591	45 113	18 312	-14 179	-139 396	-13 479	-91 837	-1 478	-46 534
Royaume-Uni	52 258	-22 055	26 410	-2 865	23 881	1 684	-22 182	-137 156	-17 820	-132 576	-4 045	-211

Sources : Eurostat (données annuelles)

Sources et définitions

- La statistique agricole annuelle (SAA) pour les productions
- FranceAgriMer - SNM pour les cotations des volailles
- Les statistiques de la DGDDI (Douanes) pour les données de commerce extérieur
- Eurostat pour les données européennes

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- Dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Aviculture » pour les séries chiffrées
- Dans la rubrique « Conjoncture - Aviculture » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « La consommation de viande de volaille se réduit de 2 % depuis début 2009 », Infos rapides Aviculture n° 8/11, septembre 2009
- « Forte hausse du déficit en produits bruts avec les pays tiers », Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire n° 9/12, septembre 2009
- « La consommation de viande de volaille est stable au premier trimestre », Infos rapides Aviculture n° 6/11, juin 2009
- « Impacts de la révision du système généralisé des préférences européen sur les importations agroalimentaires en provenance des pays en développement », Recherches en économie et sociologie rurales, Inra, juin 2009
- « La consommation de viande de volaille reste soutenue en 2008 », Infos rapides Aviculture n° 4/11, avril 2009
- « L'influenza aviaire, une nouvelle épreuve pour la filière volaille », Note de conjoncture générale, novembre 2006
- « Viande de volaille, poursuite de la dégradation de la balance commerciale française », Note de conjoncture générale, novembre 2004
- « Viandes de volaille : les débouchés sur les pays tiers continuent de se réduire », Note de conjoncture générale, novembre 2003
- « Viandes de volaille : la concurrence des pays tiers s'accroît », Note de conjoncture générale, novembre 2002
- « Après le coup d'arrêt de 1999, la production et la consommation de volailles ont retrouvé leur croissance en 2000 », Note de conjoncture générale, mai 2001

ORGANISMES

Agreste : données collectées et diffusées par le Scees
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidef : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Consoscan : panel de consommateurs de la société TNS (Secodip)
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPAAT : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1^{er} avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Matif : Marché à terme international de France
OCM : Organisation commune des marchés
Office de l'élevage : résulte de la fusion de l'Ofival (Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture) et de l'Onilait (Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers)
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OniGC : Office national interprofessionnel des grandes cultures. Résulte de la fusion de l'Onic (office national interprofessionnel des céréales), de l'Oniol (Office national interprofessionnel des oléagineux, protéagineux et cultures textiles) et du Firs (Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre)
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Secodip : Société d'étude de la consommation, de la distribution et de la publicité
SNIA : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
SNM : Service des nouvelles des marchés
Syncopac : fédération nationale des coopératives de production et d'alimentation animale
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
UEBL : Union économique belgo-luxembourgeoise
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
Viniflhor : office national interprofessionnel des légumes, des vins et de l'horticulture. Résulte de la fusion entre l'Onivins (Office national interprofessionnel des vins) et l'Oniflhor (Office national interprofessionnel des fruits et légumes et de l'horticulture)

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
AOP : appellation d'origine protégée

ACE : aides aux cultures énergétiques
ADL : aide directe
BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics
Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
Fac : fonds d'allègement des charges
Fob : free on board
IAA : industries agroalimentaires
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IAA : industries agroalimentaires
Ipa : indice de prix de l'alimentation animale
Ipampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
Ipi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
MCM : montants compensatoires monétaires
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
NC : nomenclature combinée
OCM : organisation commune de marché
OTEX : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
Tec : tonne équivalent carcasse
Teoc : tonne équivalent œuf coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officielle
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site du Service des nouvelles des marchés : www.snm.agriculture.gouv.fr

Des séries de prix sont disponibles sur le site du SNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr

Le CDIA est ouvert les lundis, mardis et jeudis de 14 h à 17 h - Tél. : 01 49 55 85 85.



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche
Secrétariat Général

SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE

12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex
Tél. : 01 49 55 85 05 - Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Fabienne Rosenwald
Rédacteur en chef : Christine Deroin
Composition : SSP Beauvais
Dépôt légal : À parution
ISSN : 1274-1086
© Agreste 2009

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr